

## **MARCHE DE SERVICE**

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

(RC)

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques de St Pierre Quiberon

#### **REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Jean-Yves LEDEROFF, directeur de l'ENVS

#### **OBJET DE LA CONSULTATION**

Location- nettoyage du linge et des vêtements de travail

#### **REMISE DES OFFRES**

Date et heure limite de réception : 07 décembre 2016 à 17 heures

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	4
ARTICLE 7 – MODE DE REGLEMENT.....	4
ARTICLE 8 – TRANSMISSION ET PRESENTATION DES PLIS.....	5
ARTICLE 9 – CRITERES DE SELECTION DES OFFRES.....	7
ARTICLE 10 – DROIT – LANGUE – MONNAIE.....	8
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
ARTICLE 12 - PROCEDURE DE RECOURS.....	8

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

Le marché a pour objet :

- la location-nettoyage du linge et vêtements de travail pour le service restauration, le service entretien et le service Ressources Nautiques et Logistiques (RNL)

Identifié sous la référence : MAPA 2016 -6

Ces prestations seront livrées à l'Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques (ENVS) à St Pierre Quiberon.

Les candidats sont invités à se reporter au cahier des charges pour prendre connaissance des conditions d'exécution du marché.

98312000-3 Services de nettoyage de textiles.

## **ARTICLE 2 – PROCEDURE DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article 26 et 28 du code des marchés publics (CMP).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats sont invités à se reporter aux cahiers des clauses particulières (CCP) pour prendre connaissance des conditions d'exécution du marché.

## **ARTICLE 3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 30 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée au : 07 décembre 2016 à 17h00.

## **ARTICLE 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE**

Le contrat est souscrit pour une durée d'un an reconductible au maximum deux fois. La durée totale ne peut excéder 3 ans.

. Le marché prend effet au 09 janvier 2017 avec un terme maximum fixé au 08/01/2020 à minuit. Il peut être dénoncé par chacune des parties, chaque année, 3 mois avant la date anniversaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée totale du marché ne pourra pas excéder trois (3) ans.

La date de notification est la date du récépissé ou celle de signature de l'accusé réception par le titulaire.

Le marché n'est pas alloti.

### **ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants fournis sous leur forme ORIGINALE consultables de manière dématérialisée :

- Présent règlement de consultation
- Acte d'engagement (DC3)
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Avis d'appel à la concurrence

L'ENVSN se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent dossier de consultation, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. La disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

Le candidat devra proposer :

Tous les prix donnés dans l'offre seront présentés hors taxes (HT), avec une spécification de celles-ci dans le cadre prévu à cet effet dans le : Bordereau des prix unitaires (BPU).

### **ARTICLE 7 – MODE DE REGLEMENT**

Le titulaire du marché est réglé par mandat administratif.

Le virement est effectué par l'ENVSN sur le compte bancaire ou postal du titulaire.

Le paiement de la facture interviendra dans le délai fixé à l'article 98 du code des marchés publics (soit 30 jours maximum).

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception à l'ENVSN de la facture.

## **ARTICLE 8 – TRANSMISSION ET PRESENTATION DES PLIS**

### **8.1 Transmission des offres**

Les documents constituant ou accompagnant l'offre seront rédigés en français.  
Les offres seront :

- Soit **envoyées par la poste** à l'adresse :  
ENVS Beg Rohu 56510 St Pierre Quiberon
- Soit **remises ou déposées contre récépissé à cette même adresse**, dans les mêmes conditions et modalités de présentation  
(Ouverture des bureaux : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h15 et de 13h00 à 17h00)

### **8.2 Présentation des offres papier**

Les plis contenant les offres seront transmis par tout moyen permettant de garantir de façon certaine les dates et heures de réception, et la confidentialité.

Tout pli sera transmis clos et devra comporter la double mention :

« NE PAS OUVRIR - CONFIDENTIEL – MARCHÉ de SERVICE  
Location-nettoyage du linge et vêtements de travail

### **8.3. Modalités de transmission des plis**

Pour l'envoi de leur pli contenant leur candidature et leur offre, les candidats sont tenus de choisir entre ces deux modes de transmission :

- Soit envoi postal sur support papier,
- Soit remise en mains propres, contre récépissé, sur support papier ou physique électronique

Ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs, les plis :

- Sur support papier remis en mains propres ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus
- Sur support papier remis sous enveloppe non cachetée

## 8.5 Composition du pli

A l'intérieur du pli unique, qui constitue la proposition, se trouveront 2 dossiers :

### 1) LE DOSSIER DE CANDIDATURE

1° **La lettre de candidature** du soumissionnaire jointe (modèle DC1) – ou équivalent – dûment complétée et signée

2° **La déclaration du candidat** jointe (modèle DC2) – ou équivalent – dûment complétée et signée

En application du III de l'article 45 du CMP, pour justifier de ses capacités financières, le candidat peut demander que soient également prises celles d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie.

Cas d'entreprise ayant commencé leur activité depuis moins d'un an :

Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait du registre du commerce et des sociétés ou tout autre document officiel attestant de la création de la société dans l'année est demandé.

1) s'il y a lieu, **l'attestation d'habilitation à engager la société (POUVOIR)** de la personne signataire de l'acte d'engagement

2) un **mémoire de candidature** contenant :

- les effectifs de la société
- les matériels et techniques de la société
- chiffre d'affaire des 3 dernières années
- des références dans le domaine ou attestant du savoir faire
- une copie des certificats de technicité
- le nombre de points d'injection sur le réseau français
- les capacités et lieu de stockage

### 2) LE DOSSIER OFFRE

1° **obligatoirement : l'exemplaire de l'acte d'engagement et son mémoire technique devant :**

- Etre renseigné, daté et signé par le candidat
- Porter lisiblement le nom et la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet de la société

2° **l'acte d'engagement** dûment complétée et signée en original par le candidat sous format papier

3° le règlement de la consultation (RC) datées et signées en original par le candidat sous format papier devant permettre la comparaison des candidats

4° un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) du candidat.

**Les dossiers arrivés après les dates ou heures limites, les dossiers incomplets ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas examinés et seront retournés à leurs expéditeurs.**

L'attention des candidats est appelée sur la nécessité de faire parvenir des documents clairs et exhaustifs à l'administration lui permettant ainsi l'appréciation et le classement des candidats selon les critères de sélection énoncés dans le présent règlement de consultation.

## **ARTICLE 9 – CRITERES DE SELECTION DES OFFRES**

### 9.1 Critères de sélection des offres et modalités d'analyse des offres

Le pouvoir adjudicateur examinera l'offre des candidats, pour établir un classement. Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le pouvoir adjudicateur.

**ATTENTION : les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Le candidat s'engage à renoncer à ces conditions générales de vente.**

Les offres seront sélectionnées et classées selon des critères pondérés ci-après mentionnés :

- Critère n°1 : Prix des Prestations (60%)
- Critère n°2 : Valeur technique de l'offre (40%)

### 9.2 choix du titulaire

A l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur établit un classement dans l'ordre décroissant des notes obtenues par les candidats.

Le candidat classé premier devra fournir dans les délais fixés lors la demande écrite de l'administration :

- L'imprimé Noti 1 ou les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché
- L'imprimé Noti 2 certifié par les administrations et organismes prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Tout candidat d'un état autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations du pays d'origine pour prouver qu'il a satisfait aux obligations citées ci-dessus.

**Si les documents ne parviennent pas dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur prononce l'élimination du candidat et présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.**

Par ailleurs, le candidat retenu **fournira** un extrait modèle K-BIS ou document équivalent pour les sociétés étrangères.

L'entrepreneur et ses sous-traitants devront enfin justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1 792 et 2 270 du Code Civil.

## **ARTICLE 10 – DROIT – LANGUE – MONNAIE**

Le contrat est régi par le droit français.

La langue utilisée, pour la rédaction des documents contractuels du marché ainsi que pour toute correspondance, est la langue française.

L'unité monétaire est l'Euro.

## **ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats pourront adresser leurs demandes par courriel à [caroline.bauchet@envsn.sports.gouv.fr](mailto:caroline.bauchet@envsn.sports.gouv.fr)

## **ARTICLE 12 – PROCEDURE DE RECOURS**

### **12.1 Instance chargée des procédures de recours**

Nom officiel : Tribunal administratif de Rennes

Adresse : Hôtel de Bizien  
3, Contour de la Motte  
35000 RENNES

Téléphone : 02.23.21.28.28



12.2 service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Contacts auprès desquels des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :**

Contact : **Caroline BAUCHET, Gestionnaire marché public**

Mail : [caroline.bauchet@envsn.sports.gouv.fr](mailto:caroline.bauchet@envsn.sports.gouv.fr)

Téléphone : 02.97.30.30.44

Contact : **Clémentine LECERF, Chef des services financiers.**

Mail : [clementine.lecerf@envsn.sports.gouv.fr](mailto:clementine.lecerf@envsn.sports.gouv.fr)

Téléphone : 02.97.30.30.22

Adresse : **Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques**

**Le Beg Rohu**

**56 510 SAINT PIERRE QUIBERON**

**Adresse à laquelle les offres doivent être envoyées ou déposées :**

Adresse : **Monsieur le Directeur de**

**L'Ecole Nationale de Voile et des Sports Nautiques**

**Le Beg Rohu**

**56 510 SAINT PIERRE QUIBERON**